

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 194

Artikel: Et si un agriculteur voulait prendre des vacances...
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016126>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rapport sur les rapports annuels

Sur les quelque 60 000 sociétés anonymes enregistrées en Suisse, 800 seulement ont procédé à l'émission et au placement de leurs actions auprès du public, et se trouvent comme telles dans l'obligation pratique de publier leur bilan et leurs comptes annuels. Inutile de préciser qu'elles le font avec un zèle inégal; la « Firmenpublizität » va pourtant s'améliorant, grâce notamment à l'insistance d'une commission ad hoc de la Société suisse des analystes financiers, qui ne cessent de réclamer la publication de ratios et de chiffres consolidés clairs et honnêtes.

Analysant de son côté les rapports pour 1971 publiés par les plus grandes sociétés de Suisse, le bi-hebdomadaire suisse alémanique « Finanz und Wirtschaft » a publié quelques données

intéressantes. Selon la présentation et le tirage, la publication du rapport annuel revient à moins de deux francs l'exemplaire (Zurich-assurances, Swissair), à Fr. 2.25 (Ciba-Geigy), à Fr. 3.— chez Nestlé, à une thune chez Sulzer, à huit francs à la Réassurance, à plus de treize francs même chez Elektro-Watt, qui édite une fois par an un rapport-prospectus PR luxueux.

Les tirages varient d'une société à l'autre, selon la distribution des actions et du rapport : quelques milliers chez Jelmoli ou Georg Fischer, 15 000 chez Brown-Boveri ou Landis & Gyr, le triple chez Sandoz; Nestlé atteint 82 600 (en français-allemand-anglais), Ciba-Geigy 87 000 (id.) et la SBS la centaine de milliers (idem, plus espagnol et italien). Tous les rapports paraissent au moins en allemand, de nombreuses sociétés faisant les frais d'une traduction au moins abrégée en français et en anglais.

L'italien, troisième langue nationale, est totalement délaissé (sauf à la SBS).

A part les actionnaires, les banques et les « autorités », qui reçoivent généralement les rapports annuels des sociétés, celles-ci ont des destinataires plus inattendus sur leurs plaques-adresses : les universités chez les chimiques (sauf Hoffroche, qui ne diffuse son bilan que par le canal plus discret des banques), et même les écoles secondaires et primaires chez Alusuisse, Nestlé, la Réassurance. Au titre des relations humaines, certaines sociétés envoient leurs comptes illustrés à leur personnel : ainsi les collaborateurs de la BBC, de Ciba-Geigy, d'Elektro-Watt, de GF, de Nestlé, de Sandoz, de Sulzer notamment trouvent dans leur boîte aux lettres la carte de visite annuelle de leur employeur, et peuvent méditer à la maison sur les résultats auxquels ils ont contribué contre « juste rémunération ».

Et si un agriculteur voulait prendre des vacances...

On le sait ou on l'ignore, les exploitations agricoles sont d'une extrême vulnérabilité. L'agriculture a pu obtenir des prix garantis, elle a su se protéger plus ou moins des co-héritiers alléchés par son principal outil de travail : la terre, mais elle reste désarmée face au problème de main-d'œuvre. Sous la pression des coûts de production qui augmentent, du capital machine plus puissant qu'il faut renter, les domaines s'agrandissent, le personnel diminue. Le produit brut par unité de main-d'œuvre augmente.

Rationalisation, modernisation, une médaille qui a pourtant son revers.

Une femme, trois enfants encore jeunes, trente à quarante bêtes qu'il faut soigner, la moisson qui mûrit, c'est le train-train quotidien de beaucoup d'exploitations. Un seul homme à leur tête. Pendant des années, rien, sinon chaque jour, dimanche, Nouvel-An, août ou décembre, il faut être là. Puis, une bêtise, un accident, la fatigue ou la maladie, qu'importe, l'agriculteur se trouve dans un lit d'hôpital. C'est la catastrophe. Une exploitation prospère peut disparaître en quelques mois. Elle sera absorbée par les voisins, qui rationaliseront un peu plus leur travail...

La profession tente depuis plusieurs années de se garantir d'un tel risque : des services de

dépannages sont créés. Les employés, des agriculteurs assez souples pour s'adapter à n'importe quel système d'exploitation, devraient être à disposition pour remplacer un patron défaillant.

Si la pénurie de main-d'œuvre est grave, on peut cependant imaginer qu'il y a peu d'agriculteurs disposés à abandonner leur domaine pour aller en cultiver un autre; le coût d'une journée de travail s'élève à Fr. 60.— (nourriture et logement à la charge de l'agriculteur, ce qui interdit l'embauche d'un tel personnel aux petites entreprises). D'autre part, la soudaineté des accidents oblige à avoir à disposition une main-d'œuvre qu'il est difficile d'employer à plein temps. D'où une demande qui excède très largement l'offre.

A part l'incapacité de travail, le service mili-

Bilans helvétiques

La Suisse aujourd'hui se vend bien. Non pas seulement pour les spéculateurs fonciers, mais aussi pour les libraires. Plus de semestre désormais sans que l'édition ne propose soit des ouvrages consacrés à notre histoire nationale récente — notamment durant le Second conflit mondial — soit des descriptions, des analyses, des interprétations des problèmes actuels. De cette vogue nouvelle, signe d'un renouveau d'intérêt, deux ouvrages récents sortent du lot, qui méritent de ne pas passer inaperçus.

Le premier est un petit volume qui vient de paraître, fait encore assez rare pour être remarqué, en France, chez Armand Colin dans la collection U2. « La Suisse contemporaine » de Jean Rohr, maître-assistant dans une université parisienne, analyse la société et la vie politique contemporaine de notre pays. Mais il le fait d'un

point de vue fort large. Puisque, opposant la Suisse mythique des monts neigeux au malaise helvétique sourdement ressenti par beaucoup, il présente tout d'abord quelques-unes des contradictions de notre société bousculée par des mouvements démographiques, économiques, sociaux rapides. Ce qui est une façon d'aborder le fonctionnement des institutions et surtout les mécanismes des décisions politiques, dominés par l'intervention croissante des groupes socio-professionnels, le poids des moyens de communication de masses, le glissement vers le pouvoir exécutif et administratif. Ainsi commence un présent où se repose le problème de la répartition des tâches et des ressources entre Confédération et cantons et où s'esquissent les traits d'un fédéralisme coopératif qui sera peut-être en mesure de sauvegarder l'originalité du système helvétique malgré le vieillissement des institutions et la remise en cause des comportements et des valeurs traditionnels. Et pour tous ceux qui souhaitent mieux comprendre l'évolution rapide que nous venons de

vivre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ouvrage d'Erich Gruner « Die Schweiz seit 1945/ La Suisse depuis 1945 » apportera de nombreux renseignements et plusieurs leçons. Certes, tout n'est pas d'égale valeur dans ce recueil de conférences prononcées durant l'hiver 1969/1970 aux Universités populaires de Berne et Zurich. Mais la plupart des conférenciers, qu'il s'agisse de spécialistes comme Jean-François Aubert (droit constitutionnel), Wilhelm Bickel (croissance et structure économique), de journalistes comme Frank Jotterand (politique culturelle), d'hommes politiques comme Max Petitpierre (politique étrangère), se sont efforcés de tirer les leçons des 25 dernières années au plus près des événements selon leur orientation politique ou culturelle.

Fait significatif, la conclusion de Jean Rohr rejoint celle qu'Erich Gruner tire du recueil dont il a dirigé la publication et des nombreux travaux qu'il anime dans son Institut d'histoire et de sociologie de la Suisse contemporaine. Une triple conclusion, pourrait-on dire en résumé. Tout d'abord la constatation d'un vieillissement certain de nos institutions par le pourrissement de certaines situations, qui se manifeste aussi bien sur le plan politique (affaire du Jura, objection de conscience), que sur le plan social. Ensuite l'évolution sensible du fonctionnement de la démocratie helvétique, le système et ses valeurs ayant perdu une partie de son pouvoir d'intégration. Enfin une lente, mais irréversible ouverture au monde contemporain qui remet en question non seulement le concept de la neutralité, mais l'ensemble de la société helvétique. Pour l'un comme pour l'autre, une Suisse, victime en quelque sorte de sa prospérité et de sa continuité, est en train de rompre sous l'empire des nécessités avec un laissez-faire par quoi se résumait toute sa philosophie d'Etat. Mais, plus profondément encore, toute l'évolution technique et économique actuelle est dominée par la menace d'une dépolitisation qui mine les fondements mêmes du régime. Il y a dans ces diagnostics convergents plus qu'une direction de recherches académiques.

taire reste la principale cause d'arrêt d'activité, sans parler des pointes saisonnières de travail et des vacances (encore inconnues de la plupart des agriculteurs : où l'insécurité de l'entreprise se double d'une injustice sociale).

La moitié des demandes en définitive peuvent être satisfaites. Succès ou échec ? Chacun reste libre de voir le verre à moitié plein ou à moitié vide.

Les paysans du Jura bernois ont choisi un autre modèle. Au lieu de faire du dépannage agricole un service interne à la profession, ils ont cherché la participation des communes et des œuvres sociales, partant de l'idée que la collectivité peut bien contribuer à cette entraide. Quarante communes sur cent quarante-six ont répondu favorablement à cette initia-

tive et cotisent à ce service ; les œuvres sociales ont débloqué un crédit modeste, mais qui permet de diminuer de moitié les frais à la charge de l'agriculteur. Fondé dans cette optique, le dépannage reste exclusivement réservé à ceux qui en ont un impérieux besoin (le motif « vacances » est donc inacceptable).

Conclusion : les failles des systèmes vaudois et jurassien sont maintenant claires. Chez les uns la demande subite est difficile sinon impossible à satisfaire, les dépanneurs engagés à plein temps étant toujours occupés ailleurs ; chez les autres une seule catégorie de demandes est prise en considération, les dépanneurs auxiliaires ne se déplaçant qu'en cas de force majeure. S'impose, semble-t-il, la recherche d'un compromis entre ces deux types de dépannage dont le principe est acquis.